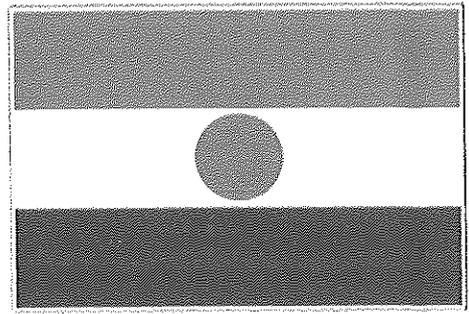
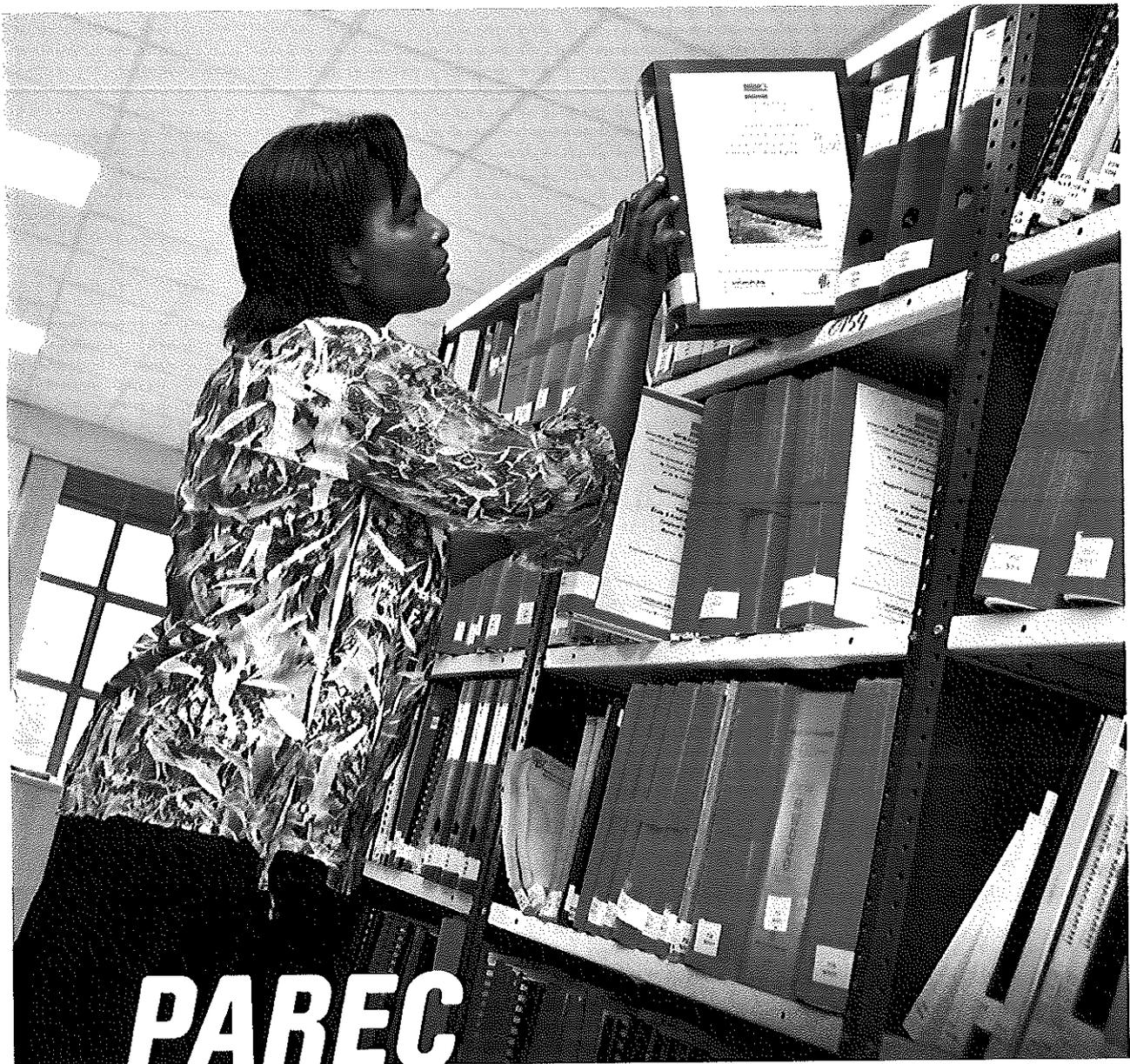


**CTB**



# RAPPORT FINAL



**PAREC**

## TABLE DES MATIERES

<b>ACRONYMES</b> .....	<b>3</b>
<b>I. APERÇU DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>4</b>
1.1 FICHE D'INTERVENTION .....	4
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE : 31/05/2017 .....	4
<b>II. CONTEXTE</b> .....	<b>5</b>
2.1 CONTEXTE INSTITUTIONNEL .....	5
2.2 CONTEXTE DE GESTION : MODALITES D'EXECUTION .....	5
2.3 CONTEXTE HARMO .....	5
<b>III. ANALYSE DES ETUDES ET SERVICES D'EXPERT</b> .....	<b>7</b>
3.1 REMARQUES GENERALES .....	7
3.2 ANALYSE DES ETUDES ET SERVICES D'EXPERTS .....	8
3.3 CADRE RENFORCEMENT DES CAPACITES: SEMINAIRES/ATELIERS ET VOYAGE D'ETUDE .....	21
<b>IV. EXECUTION BUDGETAIRE</b> .....	<b>23</b>
4.1 BUDGET DE L'INTERVENTION AU 31-12-2016 .....	23
4.2 LES DEPENSES EXECUTEES .....	24
<b>V. APPRECIATION DES CRITERES DE QUALITE</b> .....	<b>24</b>
5.1 APPRECIATION DE L'EFFICIENCE .....	24
5.2 APPRECIATION DE L'EFFICACITE DES ACTIVITES .....	24
5.3 APPRECIATION DE LA PERTINENCE .....	25
5.4 APPRECIATION DE LA DURABILITE .....	25
<b>VI. APPRENTISSAGE</b> .....	<b>25</b>
6.1 ENSEIGNEMENTS TIRES .....	25
6.2 RECOMMANDATIONS .....	26
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>26</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>27</b>

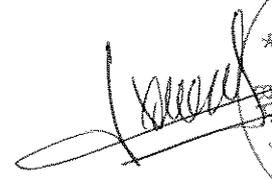
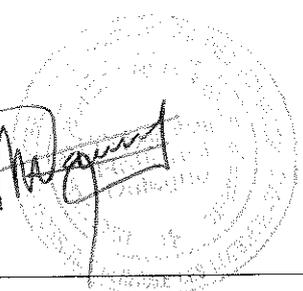
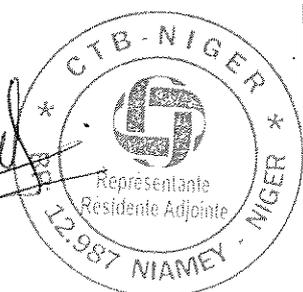
# I. APERÇU DE L'INTERVENTION

## 1.1 Fiche d'intervention

PAREC	
Nom de l'intervention	PAREC – Programme d'Appui à la Réalisations d'Etudes et de Consultances
Code de l'intervention	NER 03 012 51 (17 049 12)
Localisation	Niger
Budget	- REGIS : 40.555 € - COGESTION : 2.145.506€
Institution partenaire	- Ministère des Finances puis - Ministère du Plan
Date de la convention spécifique	1 <sup>ère</sup> Convention 19/03/2003 2 <sup>ème</sup> Convention 07/07/2009 3 <sup>ème</sup> Convention 17/04/2014 (CSP du 17 Avril 2014)
Prolongation	17 Avril 2014
Date initiale de la fin de la convention spécifique	23/12/2020
Objectif	Renforcer les capacités des institutions publiques du Niger.
Période couverte par le Rapport	2009-2017
Chargées de Programme CTB	- Hadiza RHISSA Mme Boubacar - Mme Diatta Noura Sidi

## 1.2 Exécution Budgétaire : 31/05/2017

Budget total €	Dépenses au 31/05/2017	Solde engagé	Solde non engagé	Taux de décaissement total
2 186 061	2 169 262	0	16 799	99%

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution CTB
Yacoubou Mahamane Sani	Mélanie Xuereb
	
	

secteurs prioritaires de la Coopération Belge au Niger.

Quant à la mise en œuvre, elle a été réalisée selon les procédures nationales définies dans le Manuel de procédures.

#### **b) Appropriation par le pays partenaire**

Le Fonds est géré conjointement par les deux parties, nigérienne (Ministère du Plan /DGP) et belge (DGD/CTB). Dans cette dynamique, la CTB a apporté un appui technique conséquent dans l'analyse de l'éligibilité et la pertinence des requêtes introduites, ainsi que la gestion administrative et le suivi des décaissements.

Le document principal de référence contenant les règles de mise en œuvre du Fonds, qui est la convention spécifique, assorti d'un manuel de procédures et d'un guide d'utilisation a été largement diffusé auprès des différents intervenants, en vue de faire valoir une transparence dans la gestion des dossiers.

Les études et expertises financées sont en relation avec le PIC 2009-2012 signé le 30 octobre 2008 à Niamey. Chaque demande de financement a suivi la procédure prévue en vue de son approbation (organisme demandeur, circuit hiérarchique, gestionnaire, Non Objection (NOB) de l'Attaché du Bureau de Coopération et ensuite co-gestionnaire pour la mise en œuvre).

Chaque étude ou expertise fait l'objet de désignation par l'organisme bénéficiaire d'un chef de projet qui gère les activités retenues avec le co-gestionnaire qui est le représentant résident de la CTB, lui-même assisté de la chargée de programme (élaboration de cahiers de charges, sélection des experts, préparation des contrats, gestion administrative, technique, budgétaire et comptable).

La CTB a fait recours, au besoin, à des expertises techniques ponctuelles pour vérifier la conformité et apprécier la qualité des études et expertises menées.

Chaque année une ou deux réunions de la Structure Mixte de Concertation Locale (SMCL) présidée conjointement par le gestionnaire (Directeur du Ministère de tutelle concernée) et le co-gestionnaire (Représentant Résident de la CTB) se tiennent en début ou en fin d'année pour :

- ✓ Vérifier la conformité des procédures appliquées
- ✓ Apprécier les résultats des études et expertises menées
- ✓ Contrôler l'utilisation du fonds
- ✓ Prévoir la réalimentation du fonds
- ✓ Présenter le rapport annuel

Les Procès-Verbaux (PV) et les rapports d'exécution relatifs à la gestion globale du fonds sont classés et peuvent être consultés à tout moment.

régionales ou locales (collecte des données, entretien avec les groupes cibles et les personnes ressources etc.), etc.

### 3.2. Analyse des études et services d'experts

Au cours de la mise en œuvre de la Convention Spécifique 2009-2014, puis 2014-2020, les activités menées ont permis d'atteindre les objectifs et les résultats fixés au départ par les requêtes dans plusieurs secteurs. Il s'agit pour les plus importants de :

#### ❖ SECTEUR DE LA SANTE

Mise à disposition d'Expertise internationale pour appuyer la préparation des requêtes dans le cadre du Renforcement du Secteur de la Santé du Niger au Fonds Mondial et à GAVI

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Mise à disposition d'Expertise internationale pour appuyer la préparation des requêtes dans le cadre du Renforcement du Secteur de la Santé du Niger au Fonds Mondial et à GAVI</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	La mission avait pour objectif d'appuyer le Ministère de la Santé Publique dans la formulation des documents de projet de Renforcement du Système de Santé (RSS) qui ont été soumis d'une part au 9ème Round du Fonds Mondial, d'autre part à l'appel d'offre 2009 de GAVI, afin qu'ils répondent au mieux aux critères de ces deux institutions et soient éligibles.
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Cette étude a fait ressortir deux axes à savoir <ul style="list-style-type: none"> <li>- un axe « renforcement du système de santé », qui a permis de combler les insuffisances actuelles du système de santé pour lui permettre de disposer de l'ensemble des capacités nécessaires à la réalisation des objectifs,</li> <li>- un axe « fonctionnement du système de santé », qui a aussi permis de garantir la disponibilité des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à la réalisation des objectifs fixés.</li> </ul>

A quoi l'étude a-t-elle contribué ?	Evaluer le Programme au regard des critères de base (pertinence, efficacité, efficience, durabilité, cohérence, impact...) ; Argumenter la pertinence d'une nouvelle phase d'appui au secteur de la santé et faire des recommandations et suggestions pour améliorer les processus de mise en œuvre.
-------------------------------------	--

#### Elaboration de la carte sanitaire du Niger

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Elaboration de la carte sanitaire du Niger</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	L'objectif de cette étude était de mettre à la disposition du MSP un support numérisé qui s'appuie sur un logiciel d'information géographique.
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Grâce aux potentialités offertes par la technologie, tous les éléments de la carte sanitaire nationale ainsi que les données issues du système national d'information sanitaire (SNIS) peuvent être réactualisés aussi souvent que nécessaire. Ces informations par ailleurs servent de support aux données du site web du Ministère.

#### Financement d'un Protocole d'étude Clinique sur les Infections néonatales Précoces à la Maternité Issaka Gazobi de Niamey. Impact d'une nouvelle stratégie Diagnostic- Traitement sur la mortalité

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Financement d'un Protocole d'étude Clinique sur les Infections néonatales Précoces à la Maternité Issaka Gazobi (MIG) de Niamey. Impact d'une nouvelle stratégie Diagnostic- Traitement sur la mortalité</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	L'objectif principal de cette étude est de contribuer à l'atteinte des OMD au Niger en réduisant le taux de mortalité néonatale au service de néonatalogie de la MIG de Niamey par la mise en place d'un traitement adapté au cas par cas.

Etude d'identification des activités et créneaux porteurs pour les groupements de femmes et des jeunes des villages situés dans le dallol Bosso dans la commune de Ballayara

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Etude d'identification des activités et créneaux porteurs pour les groupements de femmes et des jeunes des villages situés dans le dallol Bosso dans la commune de Ballayara</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	L'objectif global de cette étude était d'identifier des activités et des créneaux porteurs pour les femmes et le jeunes
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Elaborer un diagnostic participatif villageois (DPV) dans tous les villages situés dans la zone du Dallol Bosso de la Commune rurale de Ballayaya; Identifier les potentialités existantes qui peuvent être exploitées au profit des populations ; Elaborer un projet susceptible de fixer les jeunes dans la campagne avec des activités porteuses et augmenter les revenus monétaires des femmes ; Identifier les partenaires financiers susceptibles de soutenir le projet Restituer les DPV et le document de projet aux populations de la zone de l'étude ;

Etude de faisabilité pour l'élaboration d'un projet de mécanisation et de modernisation de l'agriculture au Niger

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Etude de faisabilité pour l'élaboration d'un projet de mécanisation et de modernisation de l'agriculture au Niger</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	Identifier les actions concrètes de mise en œuvre de la stratégie de développement rural qui définit les orientations de la politique d'intervention gouvernementale.
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	L'étude a permis la conception d'un projet sur une durée de vingt (20) ans avec un coût global estimé à 27,963 Milliards de francs CFA. Elle a également permis d'identifier trois axes autour desquels s'articuleront les activités du projet, notamment L'implantation des fermes agricoles ; L'acquisition des moyens complémentaires de production (irrigation, intrants et matériels

	pastorales
<i>Dans quelle mesure l'étude produit-elle les résultats attendus ?</i>	La réalisation de l'étude a permis au CESOC de disposer d'un rapport et de formuler des recommandations à l'endroit des partenaires (public- privé) de l'agriculture pour agir en synergie afin de mieux encadrer le secteur et de transformer ainsi les contraintes en opportunités à saisir.
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Identifier et analyser la fonctionnalité des structures de financement de l'agriculture et de l'élevage Identifier les conditions et les procédures d'accès aux crédits et subventions, ainsi que les contraintes rencontrées par les producteurs ruraux pour le financement de leurs activités

#### ❖ SECTEUR DE L'ELEVAGE

Etude en vue de l'élaboration d'un Avant-Projet Sommaire de construction d'infrastructure d'abattage de volaille

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Etude en vue de l'élaboration d'un Avant-Projet Sommaire de construction d'infrastructure d'abattage de volaille</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	Elaborer un projet de construction de complexes marchés de volaille vivante et de salle d'abattage afin d'améliorer la biodiversité dans ces marchés et de minimiser ainsi la propagation des maladies aviaires et permettre l'abattage des volailles dans les conditions d'hygiène pour garantir la sécurité des consommateurs.
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Cette étude a permis de : Analyser et de dégager les atouts et les faiblesses de l'organisation des marchés de volaille, des équipements et moyens de transport. Analyser le système de commercialisation des volailles (circuit de ventes) tout en identifiant les principaux problèmes ; Définir les infrastructures de commercialisation, de transport et d'abattage. Ces infrastructures doivent permettre un nettoyage et une désinfection réguliers des cages, du matériel, et des véhicules et aires d'abattage.

Etude sur l'Evaluation de la pollution du fleuve Niger et ses conséquences sur la santé humaine et l'environnement en vue de la formulation d'un projet de protection et assainissement des eaux du fleuve à Niamey

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Etude sur l'Evaluation de la pollution du fleuve Niger et ses conséquences sur la santé humaine et l'environnement en vue de la formulation d'un projet de protection et assainissement des eaux du fleuve à Niamey</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	L'étude visait à évaluer les charges polluantes qui se déversent dans le fleuve Niger.
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Elle a permis spécifiquement de : Identifier à travers des enquêtes, les grands producteurs d'eaux usées en amont et en aval de la ville de Niamey ; Connaître les quantités d'eaux usées produites par les différents établissements. et les lieux de rejets sur le fleuve;

#### ❖ SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE

Multiplication des documents de la stratégie nationale de l'hydraulique pastorale

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Multiplication des documents de la stratégie nationale de l'hydraulique pastorale</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	Cette activité a consisté en la multiplication de : <input type="checkbox"/> 150p. en couleur en 600 exemplaires du document de la stratégie de l'hydraulique pastorale ; <input type="checkbox"/> 80p. en couleur et sur papier dur résistant à l'eau ont été multipliés en 600 exemplaires <input type="checkbox"/> Appui en logistique pour l'envoi des documents pour transmission dans les directions régionales de l'hydraulique et aux différents acteurs <input type="checkbox"/> Sessions de formations à l'endroit des utilisateurs.
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Sa réalisation a permis de contribuer à la mise en œuvre rapide de la stratégie nationale de l'hydraulique pastorale par l'information, la sensibilisation et l'appropriation du contenu des documents. Elle a permis également l'internalisation de

	stratégiques relatives à l'action de l'ANFICT, fixant des objectifs prioritaires, définissant les principes directeurs ainsi que les moyens (humains, matériels et financiers) devant permettre de parvenir à des résultats concrets et à l'impact souhaité ;
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Plusieurs résultats sont atteints, notamment : L'ANFICT est dotée d'un plan stratégique ; Des propositions d'orientations stratégiques ont été définies ; Un plan d'actions concrètes a été mis à la disposition de l'ANFICT ; Des actions prioritaires à mettre en œuvre en vue de rendre opérationnelle l'Agence ont été définies sur 3 ans, y compris les mécanismes d'évaluation et de suivi des actions assortis d'un dispositif de communication et d'information.

❖ SECTEUR DE LA SECURITE

Assistance technique internationale pour l'organisation de deux ateliers de formation

<b>Titre de l'étude- nom du bureau- période</b>	<b>Assistance technique internationale pour l'organisation de deux ateliers de formation</b>
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Les résultats suivants ont été obtenus à travers la réalisation de cette activité :  Mise à disposition par l'expert des instruments internationaux et vérification de leur adaptation au contexte national ; Mise à disposition des indicateurs de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme ; Définition du rôle des autorités de poursuite et de répression dans la lutte contre le blanchiment des capitaux ; Présentation de typologie de blanchiments et de financement du terrorisme ; Transfert informel de fonds (passeurs de fonds) et risques de blanchiment de capitaux. Définition des termes de coopération nationale et internationale en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme

Mise à disposition d'une expertise internationale en Management des Organisations pour le renforcement des cadres de l'administration publique et des experts du HCME

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Mise à disposition d'une expertise internationale en Management des Organisations pour le renforcement des cadres de l'administration publique et des experts du HCME</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	Cette expertise avait pour but de contribuer à la promotion d'une gouvernance administrative de qualité au Niger
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Les résultats de cette expertise ont contribué à : Renforcer les capacités des décideurs sur la bonne gouvernance Accroître la connaissance sur les Initiatives « A résultats rapides » Maîtriser le processus de gouvernance organisationnelle et stratégique.

◆ APPUI AU PAREC

Elaboration du Manuel de Procédures Administratives, comptables et Financières du PAREC

<b>Titre de l'étude</b>	<b>Elaboration du Manuel de Procédures Administratives, comptables et Financières du PAREC</b>
<i>Décrivez, en quelques phrase, quel est/était l'objectif de l'étude</i>	Il s'agissait de doter le PAREC des outils suivants : Un instrument adapté au contexte du Niger et qui réponde aux critères de bonne gestion reconnus et acceptés pour les établissements publics au Niger ; Définir et opérationnaliser des normes de gestion du Programme en tenant compte des règles et des modalités de gestion des établissements publics au Niger et de la Convention Spécifique ; un système de contrôles internes et externes
<i>A quoi l'étude a-t-elle contribué ?</i>	Les résultats de cette étude sont multiples, notamment : Le consultant a élaboré et mis à la disposition du PAREC un Manuel de Procédures de gestion administrative, comptable et financière. Ce manuel traite spécifiquement de la <b>gestion</b>

Année	Intitulé	Structure	Coût / Euro	Etat d'avancement
	Organisation d'une conférence publique sur les enjeux de la sécurité alimentaire	GRAP 3 A Groupe des chercheurs de l'Université de Niamey	7.622,45	Réalisé
2012	Séminaire de formation Contrôle Budgétaire et procédures d'exécution des dépenses publiques Abidjan-(RCI)	Ministère du Plan/AT/DC	6535	Réalisé
	Séminaire sur le tableau de bord et circuit budgétaire (Participation d'un cadre du MP/AT/DC) à Ouagadougou	Ministère du Plan/AT/DC	5958	Réalisé
	Conférence International sur la condition de la femme 56 <sup>ème</sup> session à New York	Ministère de la Promotion de la femme	11647	Réalisé
	3 <sup>ème</sup> session de la Conférence des Ministres du Développement Social de l'UA à Addis Abeba	Ministère de la Promotion de la femme (MPPF/PE)	4600	Réalisé
	Forum Mondial de l'EAU à Marseille (France) Participation de la délégation du Niger	Ministère de l'Hydraulique	8779	Réalisé
	Séminaire sur les techniques de prévention, de résolution de conflits sociaux et communication Ouagadougou (BF)	Ministère de l'élevage	3377	Réalisé
		Formation de 7 Inspecteurs et 25 chefs d'établissement de la région de Niamey en administration; suivi et évaluation	Ministère de l'éducation Nationale	4 210
2013	57 <sup>ème</sup> session de la condition des femmes à New York (participation de 2 cadres du MPPF/PE	Ministère de la population de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant	12 214	Réalisé
	Séminaire de formation Passation des Marchés à Dakar (Sénégal)	Ministère du Plan de l'Aménagement du Territoire et DC	6 080	Réalisé
	Formation de 2 cadres sur la statistique comme outil de diagnostic: organisation et suivi des activités à Ouagadou (Burkina Faso)	Ministère de l'élevage	6 580	Réalisé
	Séminaire de formation d'un cadre sur l'analyse économique et sociale des projets Ouagadougou (BF)	Ministère de l'élevage	6 580	Réalisé
		Formation d'un cadre de l'Elevage sur les procédures d'approvisionnement, base de données et gestion des stocks	Ministère de l'Elevage	4 454,56
2014-2015	Participation de deux conseillers PRN à la foire de Libramont (Belgique)	Présidence de la République	4 454,56	Réalisé
	Séminaire Régionale sur échanges de Pratiques sur le travail HIMO	Ministère du Plan/AT/DC	2 794	Réalisé
	Séminaire International de Pédagogie pratique au Gabon (Participation 5 membres de la délégation du Niger)	Ministère de la Santé Publique	10 549	Réalisé
	conférence sur le thème « comment assurer une bonne gouvernance de son institution » (organisé par le Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat (HCME) (22 bénéficiaires)	Haut-Commissariat à la Modernisation de L'Etat (HCME)	4 795	Réalisé

Tableau N°3 : Décaissement des montants alloués

Rubriques	Montant s (en Euros)	Dates
1 <sup>ère</sup> Réalimentation	250 000	1/09/2010
2 <sup>ème</sup> Réalimentation	250 000	29/02/2012
3 <sup>ème</sup> Réalimentation	320 000	24/12/2014
Total utilisé	<b>820 000</b>	
Total disponible	255 000	

#### 4.2. Les dépenses exécutées

Le taux d'exécution général au 31/05/2017 est de 99%, soit un montant de dépenses exécutées de 2 169 262 € pour un budget global de 2 186 061 €.

### V. APPRECIATION DES CRITERES DE QUALITE

#### 5.1. Appréciation de l'efficacité

Le manque de cadre logique et des résultats annoncés d'avance avec un calendrier précis d'activités, rend quelque peu difficile l'appréciation de l'efficacité de la prestation. Néanmoins, l'ensemble des parties prenantes (Gouvernement du Niger, le Bureau de Coopération de l'Ambassade de Belgique au Niger, la Coopération Technique Belge et les structures bénéficiaires) ont été associées tout au long du processus et trouvent la mise en œuvre assez satisfaisante (CF Rapports annuels d'exécution du Fonds).

En effet, l'analyse et l'exécution des requêtes respectent la procédure de mise en œuvre prévue dans la convention spécifique et les fonds sont débloqués et gérés conformément aux contrats de mise en œuvre signés par les prestataires. En effet, tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.

La difficulté relevée au départ était liée à l'insuffisance de suivi de la part de certains requérants car, une fois que la requête est acceptée, la CTB se retrouve seule, à préparer l'ensemble de la procédure de lancement des consultations. Ce qui rallonge quelque peu la durée de démarrage de certaines prestations. Mais une fois la prestation démarrée, la mise en œuvre se passe selon la durée et les modalités prévues.

#### 5.2. Appréciation de l'efficacité des activités

Le PAREC a pu mener à bien les études et expertises approuvées au courant des années écoulées. Pour y arriver le PAREC a dû adapter ses stratégies/activités en fonction de l'évolution des circonstances externes, notamment les changements intervenus au sein du Gouvernement et de certaines directions de sa tutelle et la forte sollicitation des ministères techniques non partenaires pour des participations à des séminaires de renforcements des capacités.

Au cours de la mise en œuvre du PAREC, les activités financées ont eu les résultats et les objectifs fixés au départ par les requêtes (cf partie sur le résumé analytique des études). Pour chaque activité réalisée, les jalons ont été posés pour sa concrétisation en projet et cela a

contre il y avait de plus en plus des rapports de mauvaise qualité fournis par les bénéficiaires qui, à un certain moment n'encourageaient pas à continuer.

Une stratégie d'approche pour permettre aux acteurs de connaître l'existence du fonds, ses exigences, ainsi que les requêtes éligibles a été mise sur pieds. Cette stratégie a permis de recadrer les interventions. Cependant il a fallu renouveler périodiquement les démarches de communication étant donné le changement régulier des interlocuteurs.

Le problème majeur rencontré antérieurement résidait dans le fait que plusieurs études étaient exécutées directement par les structures bénéficiaires. Ce problème a été solutionné en prenant la décision en SMCL de confier directement la réalisation des études à un prestataire de service externe comptable des résultats.

## 6.2. Recommandations

La mise en œuvre de ces recommandations, permettra sans nul doute d'améliorer la qualité du nouveau Programme de Renforcement des Capacités. Pour ce faire, il faudrait :

- Sensibiliser les autorités afin que les échanges de lettres soient initiés à temps, en vue d'éviter les tensions de trésorerie ;
- Organiser des sessions d'information périodiques à l'intention des directions des Etudes et Programmation des Ministères techniques concernés afin de s'assurer de la prise en compte par ces structures des formations souhaitées dans leurs plans de formation au profit des Ressources Humaines et communiquer au préalable sur les modalités de financement ou d'accès
- Elaborer une brochure d'information, ainsi qu'une note technique qui annonce les domaines d'intervention et les types de requêtes éligibles sur le fonds et si possible un canevas de présentation des Termes de Référence ;
- Optimiser les effets positifs découlant des études, expertises et séminaires financés par le Fonds. Cela pourrait probablement intervenir via le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de capitalisation et diffusion des documents produits et des expertises/compétences acquises.

## CONCLUSION

Le PAREC est une prestation qui touche l'ensemble des secteurs et thèmes du PIC. Il demeure un mécanisme de financement d'une grande importance pour le développement du Niger, notamment en matière d'appui à l'identification et au montage de dossiers de projets et programmes.

La mise en œuvre du PAREC a été assez satisfaisante au regard des résultats enregistrés lors des diverses études et expertises exécutées. La connaissance et l'appropriation de ce mode de financement par les différents acteurs ont permis une gestion très satisfaisante et transparente du fonds.

Le Programme de Coopération 2017-2020 a prévu la continuité du PAREC à travers le nouveau programme de Renforcement des Capacités qui combinera cette fois les deux outils de financement à savoir bourses et PAREC.

6. TABLEAU RECAPITULATIF DU SUIVI FINANCIER DES DOSSIERS DU FONDS D'ETUDES ET D'EXPERTISES (PAREC)  
au 31/12/2016 (en EURO)

Numéro d'ordre	Etudes	Régie	Budget/ Régie	Cogestio n	Budget/ Cogestion	Total payé	Reste à Payer/ reliquat	%Exécuté physique & Financier	Solde
1	Identification Programme Santé			Cogestion	42.630,00	42.630,00	0,00	100%	0%
2	Arrières salaires agents civils			Cogestion	13.521,00	13.520,70	0,30	100%	0%
3	Identification PVH Dosso			Cogestion	31.013,75	31.013,81	-0,06	100%	0%
4	Séminaire PDDE			Cogestion	9.246,00	9.245,88	0,12	100%	0%
5	Micro assurances de Santé			Cogestion	17.014,00	17.013,50	0,50	100%	0%
6	OCDE Harmonisation(Paris)			Cogestion	2.046,00	2.046,04	-0,04	100%	0%
7	Fonction Publique			Cogestion	58.774,00	58.774,00	0,00	100%	0%
8	PDS Elaboration			Cogestion	47.325,00	47.325,34	-0,34	100%	0%
9	Colloque PDDE (Pays Bas)			Cogestion	2.579,00	2.578,65	0,35	100%	0%
10	Recouvrement des coûts CUN			Cogestion	29.938,00	29.938,00	0,00	100%	0%
11	Arrières salaires CUN			Cogestion	11.253,00	11.253,02	-0,02	100%	0%
12	Opération pilote captage d'eau puits			Cogestion	6.098,00	6.097,96	0,04	100%	0%
13	Atelier micro finances			Cogestion	11.507,00	11.506,56	0,44	100%	0%
14	Réunion OCDE Harmonisation Paris 2			Cogestion	2.007,00	2.007,00	0,00	100%	0%
15	Identification PDDE			Cogestion	6.357,00	6.357,00	0,00	100%	0%
16	Ident/Formulat <sup>o</sup> Pro.de dév.mini fermes Elevage			Cogestion	57.974,00	57.974,00	0,00	100%	0%
17	Enquête médecins			Cogestion	2.705,97	2.705,97	0,00	100%	0%
18	Frais mission OCDE			Cogestion	2.510,00	2.510,00	0,00	100%	0%

Numéro d'ordre	Etudes	Régie	Budget Régie	Cogestion	Budget Cogestion	Total payé	Reste à Payer/ reliquat	%Exécution physique & Financière	Solde
36	Objectifs du Millénaire pour le Développement			Cogestion	24.391,84	24.391,84	0,00	100%	0%
37	Formulation Progr.d'Hydr. & d'Assain. de Dosso			Cogestion	26.171,72	26.171,72	0,00	100%	0%
38	Cadre Juridique des TIC			Cogestion	59.243,64	59.243,64	0,00	100%	0%
39	Evaluation coûts réels HNN			Cogestion	26.438,57	26.438,57	0,00	100%	0%
40	Révision textes Réglementaires (Annulé)			Cogestion	480,00	0,00	480,00	0%	100%
	Sous Total 1		6.680		599.308,44	605.507,15	481,29		
43	Consultance Dépouillement	Régie	300,00			300,00	0,00	100%	0%
44	Conseiller en Management			Cogestion	1.980,00	1.980,00	0,00	100%	0%
45	Rédaction Rapport annuel 2006	Régie	500,00			500,00	0,00	100%	0%
46	Inventaire Ouvr.Hydr.et Infrastruc.d'Assain. Dosso			Cogestion	60.309,33	60.309,33	0,00	100%	0%
47	Révision volet santé de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP)			Cogestion	24.122,66	24.122,66	0,00	100%	0%
48	Irrigation Identification			Cogestion	20.940,47	20.940,47	0,00	100%	0%
49	Séminaire Formation Marchés Publics Mme Boubacar Nana			Cogestion	5.148,66	5.148,66	0,00	100%	0%

Numéro d'ordre	Etudes	Régie	Budget/ Régie	Cogestion	Budget/ Cogestion	Total payé	Reste à Payer/ reliquat	%Exécuté physique & Financier	Solde
59	Participation 52ème commission de la femmes aux USA			Cogestion	12.000,00	12.000,00	0,00	100%	0%
60	Chargé de programme (PO) FEE	Régie	13.300,00			13.300,00	0,00	100%	0%
61	Identification Stratégie et méthodologie opérationnelle d'alphabétisation			Cogestion	21.400,00	21.400,00	0,00	100%	0%
62	Recherche Action renforcement capacités de femmes relais de Dosso			Cogestion	21.200,00	21.200,00	0,00	100%	0%
63	Carte Sanitaire du Niger			Cogestion	13.700,00	0,00	13.700,00	0%	100%
64	Opérationnalisation de la politique genre			Cogestion	35.300,00	0,00	35.300,00	0%	100%
	Sous Total 3		13.300		134.479,12	98.779,12	49.000,00		
66	Prise en charge des lauréats nigériens du trophée Energie Globe Award			Cogestion	1.980,00	1.980,00	0,00	100%	0%
67	Ateliers Régionaux SDR			Cogestion	2.481,11	2.480,16	0,95	100%	
68	Evaluation du programme d'appui au PDS (PAPDS)			Cogestion	45.625,00	29.429,00	16.196,00	65%	35%
69	Participation 53ème commission de la condition de la femmes aux USA			Cogestion	7.666,97	7.666,97	0,00	100%	0%
70	Etude Renforcement du Système de Santé RSS & GAVI			Cogestion	52.086,00	23567,17	28518,83	45%	0,5475335

Numéro d'ordre	Etudes	Régie	Budget/ Régie	Cogestion	Budget/ Cogestion	Total payé	Reste à Payer/ reliquat	%Exécuté physique & Financier	Solde
80	Séminaire Ingénierie de la formation			Cogestion	3.833,94	3.833,94	0,00	100%	0%
81	Conférence International Harvard African Low and Development			Cogestion	3.049,44	3.049,44	0,00	100%	0%
82	Séminaire Management des projets			Cogestion	3.329,49	3.329,49	0,00	100%	0%
83	Identification activités économiques et créneaux porteurs pour les femmes du Dailol Bosso			Cogestion	27.240,00	27.240,00	0,00	100%	0%
84	Séminaire Secrétariat et nouvelles compétences			Cogestion	2.327,74	2.327,74	0,00	100%	0%
85	Séminaire de formation contre le blanchiment d'argent pour la CENTIF en Belgique			Cogestion	10.081,76	10.081,76	0,00	100%	0%
86	Etude Elaboration projet de mécanisation de l'Agriculture			Cogestion	20.376,34	20.376,34	0,00	100%	0%
87	SLA 2010 PAREC-REPNER			Cogestion	17.670,36	17.670,36	0,00	100%	0%
88	Carte Sanitaire Projet 2			Cogestion	40.659,52	40.659,52	0,00	100%	0%
89	Séminaire Cadrage Macro Economique CDMT			Cogestion	8.356,26	8.356,26	0,00	100%	0%
90	Formation Gestion Accès sur les résultats GAR			Cogestion	9.038,70	9.038,70	0,00	100%	0%

Numéro d'ordre	Etudes	Régie	Budget/ Régie	Cogestion n	Budget/ Cogestion	Total payé	Reste à Payer/ reliquat	%Exécut <sup>e</sup> physique & Financier	Solde
4	Participation à la 56 <sup>ème</sup> session de la Condition des femmes à New- York			Cogestion	10.967,49	10.967,49	0,00	100%	0%
5	Forum de l'Eau à Marseille 2012			Cogestion	8.242,24	8.242,24	0,00	100%	0%
6	Séminaire Technique de prévention des conflits sociaux			Cogestion	3.097,58	3.097,58	0,00	100%	0%
7	Séminaire contrôle Budgétaire et Procédures de dépenses publiques			Cogestion	6.545,00	6.550,73	0,00	100%	0%
8	Elaboration Atlas sur les OP			Cogestion	51.858,21	51.858,21	0,00	100%	0%
9	3 <sup>ème</sup> conférence des Ministre de Développement social à Addis Abéba			Cogestion	2.184,00	2.180,48	0,00	100%	0%
10	SLA 2013			Cogestion	21.416,71	21.416,71	0,00	100%	0%
11	Formation Inspecteurs et chefs d'établissement en Adm et S&E			Cogestion	4.209,88	4.209,88	0,00	100%	0%
12	Appui par un expert à la CENTIF (formation, informations financières			Cogestion	6.488,00	6.491,67	0,00	100%	0%
13	participation à la 57 <sup>ème</sup> session de condition de la femme à New -York			Cogestion	10.824,38	10.824,38	0,00	100%	0%

Numéro d'ordre	Etudes	Régie	Budget Régie	Cogestion	Budget Cogestion	Total payé	Reste à Payer/ reliquat	%Exécution physique & Financier	Solde
24	Prise en charge d'un participant au séminaire régional sur échanges de pratiques sur le travail en HIMO Bujumbura (BURUNDI)			Cogestion	2.794,00	2.794,00	0,00	100%	0%
25	Etude sur la sécurisation des systèmes agropastoraux au Niger			Cogestion	49.824,00	49.824,00	0,00	100%	0%
28	Prise en charge des 5 participants du Niger au séminaire international de Pédagogie Pratique en santé au GABON				10.549,00	10.549,00	0,00	100%	0%
29	Etude sur le Financement de l'Agriculture et de l'Elevage				35.791,00	35.791,00	0,00	100%	0%
30	Prise en charge des frais de déplacement et de séjour d'un expert Marocain pour un séminaire à Niamey sur la bonne gouvernance des institutions publiques (organisé par le HCME)				4.795,00	4.795,00	0,00	100%	0%
31	Prise en charge d'un participant du Niger au 22ème symposium sur le diabète et les maladies virales à Strasbourg (France)				3.285,00	3.285,00	0,00	100%	0%

**c. APERÇU DES RÉALISATIONS DU PAREC EN EXÉCUTION DIRECTE  
PAR LES DIRECTIONS CONCERNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2016**

Réf. Non Objection (NOBt)	ETUDE	Date d'exécution	Montant approuvé (EURO)	Structure exécutante
Cogestion				Type
032/DGDDGD/JG/cp/2010	Atelier d'installation du comité de pilotage et cadre de concertation du Programme 12 de la stratégie de développement rural (SDR)	12/03/2010	9 193	Direction des Etudes et Programmation/, Ministère du Développement Rural/Elevage DEP/MAG/EL
49/DGD/DC/cp/2011	Financement de la mission Terrain pour la collecte des données en vue de l'élaboration de la Carte Sanitaire Nationale en cofinancement avec l'OMS	14/05/2012	39 637	Direction des Etudes et Programmation/ Ministère de la Santé Publique DEP/MSP
151/DGD/MB/cp/2013	Etude sur les infections Néonatales à la Maternité Issaka Gazobi de Niamey (MIG)	7/10/2014	51 983	Centre d'études et de recherches médicales (CERMES)
14/DGD/MB/cp/2013	Prise en charge des frais de séjour de l'expert Belge pour la formation des cadres de la Cellule Nationale de traitement des informations Financières et lutte contre le Blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	25/04/2013	6 977	Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF/B/T)
50/DGD/MB/cp/2014	Etude sur l'élaboration d'un Avant-Projet Sommaire de construction d'infrastructure d'abattage de volaille	03/02/2014	14 590	Direction de la Production et Industries Animales /Ministère de l'Elevage DPIA/MEL.
36//DGD/MB/cp/2015	Etude sur le Financement de l'agriculture et de l'élevage au Niger	15/03/2016	49 824	Conseil Economique, social et Culturel (CESOC)
56/DGD/MB/cp/2015	Multiplication des documents de la stratégie nationale de l'hydraulique pastorale.	21/04/2015	14 635	Direction Générale des Ressources du Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement (DGR/MH/A)
66/DGD/MB/cp/2015	Etude sur la sécurisation des systèmes agropastoraux au Niger	15/03/2016	35 792	Conseil Economique, social et Culturel (CESOC)
153/DGD/MB/cp/2015	Prise en charge des frais de séjour d'un expert pour la formation des cadres de l'Administration publiques SG, Commissaires.. en Management et bonne gouvernance des institutions	05/08/2015	4 795	Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat (HCME)
332/DGD/MB/cp/2015	Elaboration des modules de formation en diplomatie pour es cadres du Ministère des Affaires Etrangères de l'Intégration africaine et des Nigériens à l'Extérieur	05/12/2015	9 747	Direction Générale des Ressources du MAE en collaboration avec l'Ecole Nationale de l'Administration et de la Magistrature (MAE/ENAM)
333/DGD/MB/cp/2015	Formation des cadres de l'administration sur le Management par ENAM	03/02/2016	7 957	Haut-Commissariat à la Modernisation de l'Etat (HCME)
338/DGD/MB/cp/2015	frais de participation de la délégation du Niger à la 20 <sup>ème</sup> session sur le changement climatique à Paris (France)	17/11/2015	19 361	Conseil National de l'Environnement et du développement durable (CNEDD)

Date de début du contrat de sous-traitance : 25/07/2009  
Nom du sous- contractant (ou firme) : CERDDEA  
Objet du contrat : Etude de faisabilité projet Assainissement  
fleuve Niger  
Coût du contrat : 16 921€  
Durée du contrat : 30 j

### **003/MPF/PE/ARZIKA/2009**

Mode de passation du marché : Appel à Candidature National  
Date de l'appel à Candidature : 15/06/.2009  
Date de début du contrat de sous-traitance :16/08/2009  
Nom du sous- contractant (ou firme) : ARZIKA SANI  
Objet du contrat : Opérationnalisation de la PNG (volet  
Economique)  
Coût du contrat : 35 327€  
Durée du contrat : 30 j

### **NER/078/PAREC/CTB/2010**

Mode de passation du marché : Appel à Candidature National  
Date de l'appel à Candidature : 26/03/2010  
Date de début du contrat de sous-traitance : 13/04/2010  
Nom du sous- contractant (ou firme) : GAMA (Appui au Mouvement Associatif)  
Objet du contrat : Etude d'identification des activités pour les  
GPF et jeunes  
Coût du contrat : 27.240€  
Durée du contrat : 25 j

### **NER/101/PAREC/CTB/2011**

Mode de passation du marché : Consultation des Fournisseurs  
Date de la consultation : 23/12/2010  
Date de début du contrat de sous-traitance : 23/03/2011  
Nom du sous- contractant (ou firme) : QUALISYS CONSULTING  
(Sénégal)

Durée du contrat : 102J

### **NER/003/PAREC/CTB/2014**

Mode de passation du marché : Dérogation obtenue par SMCL

Date de la consultation : 15/10/2014

Date de début du contrat de sous-traitance : 30/10/2014

Nom du sous- contractant (ou firme) : CABINET PANAUDIT Niamey

Objet du contrat : Mise à jour du Manuel de Procédures  
Administratives, comptables et financières

Coût du contrat : 5 031€

Durée du contrat : 10J

### **NER/233/PAREC/CTB/2016**

Mode de passation du marché : Consultation des Consultants

Date de la consultation : 14/11/2016

Date de début du contrat de sous-traitance : 15/12/2016

Nom du sous- contractant (ou firme) : NIGER HORIZONS Niamey

Objet du contrat : Elaboration Guide méthodologique  
opérationnalisation des cases d'études « projet  
SARRAOUNIA »

Coût du contrat : 21 878€

Durée du contrat : 45J

### **NER/234/PAREC/CTB/2016**

Mode de passation du marché : Dérogation obtenue

Date de la consultation :

Date de début du contrat de sous-traitance :

Nom du sous- contractant (ou firme) :

Objet du contrat : Appui conseil technique pour l'utilisation  
de Sens maker pour projet « SARRAOUNIA »

Coût du contrat : 25 000€

Durée du contrat : ....J